

Bonjour,

Après le TCE ("traité constitutionnel" européen) comme révélateur des mensonges et des trahisons de la construction européenne depuis 50 ans, le CNE et le CPE sont encore des révélateurs, mais cette fois de la monarchie constitutionnelle qui règne en France sous la couverture de quelques signes démocratiques comme la liberté d'expression ou les élections : nous réalisons que nous sommes **prisonniers de notre gouvernement** et que ceux qui en ont pris possession nous volent impunément tous les jours, avec la complicité active de médias qui restent, c'est bien commode, hors du contrôle des citoyens.

Cette oppression de plus en plus visible, politique et économique, nous transforme progressivement et nous fait passer de l'état soumis et passif d'électeur à l'état actif et résistant de citoyen. La dépolitisation des citoyens (par la télé divertissement) permet la servitude volontaire, et il semble urgent d'en sortir avant de subir la prochaine guerre.

Article 35. Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1793.*

**CITOYEN, TE LAISSE PAS FAIRE :
LA POLITIQUE, C'EST TON AFFAIRE**

Pour en finir avec le chômage, ce n'est évidemment pas de croissance que nous avons besoin, croissance qui n'entraînera que la croissance des dividendes versés aux rentiers, ni de flexibilité, qui ne sert qu'à généraliser la peur, levier stratégique utilisé avec la division (individualisme) depuis toujours pour imposer la soumission aux gueux.

Non, pour en finir avec le chômage, il faut en finir avec le racket des actionnaires qui appauvrissent, directement et indirectement, toutes les entreprises :

**Le vrai grand problème de fond est : QUI répartit les richesses créées ?
Avec quelle légitimité ? Sous quels contrôles ?**

Les actionnaires d'à peine 40 entreprises françaises se sont octroyés à eux-mêmes, via les grands patrons qu'ils couvrent d'or pour cette besogne, en 2005, 30 milliards d'euros de dividendes. 30 milliards, c'est 1,3 millions de SMIC annuels. C'est colossal. Et c'est évidemment de l'argent qui ne peut plus être utilisé à autre chose.

Ainsi profondément appauvries depuis vingt ans, les grandes entreprises ne peuvent ni augmenter les salaires, ni embaucher, ni payer correctement leurs fournisseurs (voir comment la grande distribution, qui devrait évidemment être un service public, étrangle littéralement toutes les PME pour un profit maximum), ni investir, et c'est ainsi par contagion toute notre économie qui se grippe à cause de ce siphonnage extravagant des richesses produites au profit d'oisifs. J. M. Keynes avait bien analysé et dénoncé **le poison de la rente** ; à la fin de sa vie, il disait : "*il faut euthanasier le rentier*".

Il faut débarrasser notre corps social de ses parasites.

**CITOYEN, VENDS TES ACTIONS, C'EST UN POISON.
FONDS DE PENSION = PIÈGES À CONS**

Autre arnaque économique rendue possible par notre impuissance juridique : si l'échange enrichit effectivement les peuples, c'est seulement entre partenaires comparables.

Au contraire, en nous mettant en concurrence libre avec des pays qui traitent leurs salariés comme des esclaves (la Chine ou l'Inde...), nos propres gouvernements, de gauche comme de droite, trop proches des milieux d'affaires, fragilisent tout le monde pour le plus grand profit des seules multinationales.

Rejoignez-nous sur Internet pour y trouver une information alternative non censurée

<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/liens>

Ne jetez pas ce tract dans la rue : gardez-le, photocopiez-le et passez-le à vos amis :o)

Quels sont nos moyens de résister, en droit ?

Quels rouages le droit laisse-t-il aux citoyens pour résister à l'oppression ? **Entre deux élections, il n'y a RIEN** : ni référendum d'initiative populaire, ni contrôle du respect des promesses électorales, ni accès équitable aux candidatures en dehors des partis, ni accès équitable aux médias (tout est filtré par des hommes payés pour que le système perdure), etc.

Et OÙ est programmée cette impuissance citoyenne ?

Dans la Constitution.

C'est la Constitution qui devrait prévoir que le vote blanc n'est pas un vote nul, mais au contraire un vote décisif qui permet, quand il est majoritaire, de renvoyer tous les candidats chez eux (pensez au 21 avril 2002).

C'est la Constitution qui devrait programmer le référendum d'initiative populaire, la stricte indépendance des médias, économique et politique, l'interdiction du cumul des mandats, l'obligation de respecter les promesses électorales, etc.

La liste est longue des rouages protecteurs confisqués au moyen de la Constitution.

Or, **QUI ÉCRIT la Constitution ?**

Les citoyens ?

Pas du tout, en tout cas pas n'importe lesquels :

Depuis la nuit des temps et dans tous les pays, ce sont les hommes au pouvoir qui écrivent les règles du pouvoir (la Constitution), or ils sont évidemment « *juges et parties* », et ils trichent en prévoyant des contrôles factices et en éliminant tous les moyens qui pourraient nous permettre d'éventuellement leur résister directement.

En laissant les parlementaires, les ministres, les juges, etc. écrire et modifier eux-mêmes les limites de leurs propres pouvoirs, les citoyens commettent la faute originelle, la négligence fatale qui les condamne durablement à l'impuissance : **tant qu'on ne fera pas attention à QUI ÉCRIT LA CONSTITUTION, on n'arrivera pas à sortir de la préhistoire de la démocratie.**

**CE N'EST PAS AUX HOMMES AU POUVOIR D'ÉCRIRE LES RÈGLES DU POUVOIR
CITOYENS, ÉCRIVONS NOUS-MÊMES LA CONSTITUTION**

Notre libération, économique et écologique, passe par notre libération juridique. Tout se tient, et dans cet ordre-là.

C'est à nous, citoyens, d'écrire nous-mêmes notre Constitution en tenant soigneusement tous les puissants à l'écart du processus constituant.

Venez en parler sur :

<http://etienne.chouard.free.fr/forum>

Ne jetez pas ce tract dans la rue : gardez-le, photocopiez-le et passez-le à vos amis :o)